

**STOP AUX MANIPULATIONS ANTI-DÉMOCRATIQUES!
STOP À LA PRIVA-TiSA-TION DU MONDE!
STOP À LA DICTATURE DES MULTINATIONALES!**

STOP



TiSA

TAFTA, CETA...

TiSA = TRADE IN SERVICES AGREEMENT (ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES)

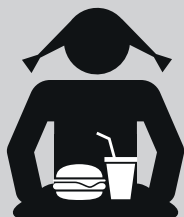
**MANIFESTATION
INTERNATIONALE**

**DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2016
14H · RUE DU MONT-BLANC
SORTIE DE LA GARE CORNAVIN · GENÈVE**

STOP TISA = TRADE IN SERVICES AGREEMENT ACCORD SUR LE COMMERCE DES SERVICES

**TiSA est un traité négocié entre 50 pays,
en totale opacité, depuis début 2012.**

IMAGINEZ UN MONDE OÙ...



...les **cantines scolaires** appartiennent à des firmes telles que Coca Cola, Starbucks ou McDonald's.



...Nestlé décide de faire venir des travailleurs de pays à bas salaires pour réduire leurs coûts de production au détriment des travailleurs locaux.

L'OBJECTIF DE TISA : LIBÉRALISER L'ENSEMBLE DES SERVICES

Cela veut dire les soumettre à la concurrence internationale et les déréglementer au maximum, qu'il s'agisse de services publics, de services subventionnés ou mandatés.

Les prestations fournies seront dès lors considérées comme de la concurrence déloyale par les multinationales.

L'État (donc le contribuable) devra alors subventionner à même hauteur un service public et son homologue du secteur privé. Même les acquis sociaux et syndicaux seront attaqués.

LA DÉMOCRATIE, UN « OBSTACLE AU COMMERCE » ?

Certaines politiques publiques, même décidées démocratiquement, dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'environnement, de la protection des consommateurs ou encore de la santé et de la formation deviendront inapplicables car considérées comme des « obstacles non nécessaires au commerce », des obstacles aux profits et aux intérêts des multinationales, au détriment des petites et moyennes entreprises locales et des associations.

SERVICE *Activité qui s'étend du commerce à l'administration incluant les services et médias publics, les transports, la gestion de l'eau et de l'énergie, le traitement des déchets, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, etc.*

DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE PRIVÉS

TiSA prévoit, comme les autres traités (CETA, TAF-TA...), un organisme de règlement des différends Etat contre Etat, compatible avec celui de l'OMC, c'est-à-dire basé sur un arbitrage privé, avec à la clef des millions d'indemnités pour les multinationales, si les profits se trouvent être limités par des lois de l'Etat « fautif ».

ENCORE DAVANTAGE D'AUSTÉRITÉ

Ce traité renforce les politiques d'austérité, déjà pratiquées actuellement par nos Etats, politiques n'ayant d'autre dessein que de renforcer les privatisations au seul profit des actionnaires. Une fois privatisés, les services deviendront inaccessibles aux plus démunis et appauvriront les classes moyennes.

CLAUSE CLIQUET (« RATCHET »)

Système de « crémaillère » qui agit de sorte à ce que l'Etat ne puisse plus revenir sur une décision de libéralisation, c'est-à-dire qu'il ne pourra plus jamais nationaliser ce qui a été privatisé.

SE DÉCLARER « ZONE HORS-TISA » : UNE DÉMARCHÉ INDISPENSABLE

Conscientes de la menace qui pèse sur nos droits démocratiques, **plusieurs communes se sont déjà déclarées « zones hors TiSA »** : Ville de Genève, Carouge, Meyrin, Plan-les-Ouates, Puplinge, Lausanne, Vevey, Renens, Sainte-Croix, Biasca, Le Locle, Berne, Zurich et Bellinzone.

En novembre 2015, le Grand Conseil genevois a approuvé à une écrasante majorité une résolution demandant que le Canton de Genève se déclare « zone hors-TiSA ».

En Europe, 2000 collectivités se sont déclarées contre les accords de « libre-échange ».

CLAUSE GEL (« STANDSTILL »)

Tout service qui est aujourd'hui privatisé devrait le rester. Avec TiSA, une caisse d'assurance maladie publique ne serait plus jamais possible en Suisse !

MOBILISONS-NOUS !

TiSA est un danger pour les services publics et porte gravement atteinte à nos droits démocratiques. Quant à nous, citoyens, il est urgent et vital de nous informer et surtout de nous mobiliser contre TiSA !

La négociation continue, sa finalisation est prévue pour début 2017 !

NOTRE REVENDICATION : L'ARRÊT IMMÉDIAT DES NÉGOCIATIONS !

Stop-TiSA-GE, Stop-TiSA-VD, Stop-TiSA-Bâle, Acidus, Adetra, AGEEP, Alliance Sud, Les Amis du Monde diplomatique, Assoc. de Soutien au Peuple Grec, ATTAC Suisse, ATTAC France, ATTAC GE, CADTM, Cartel Intersyndical, CGAS, CJP, FAMCO, Les Verts, MvRC, PdT, PRG, PSI, solidaritéS, SEV CGN, SPG, SSP/VPOD, Syndicom, Unia, Parti Socialiste Genevois, SIT